

**CONVENTION D'APPLICATION A LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT
SIGNE ENTRE
L'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FLERS AGGLO**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo

EPCI (Forme juridique),

Dont le siège social est 41 rue de la Boule, 61100 FLERS,

N° SIRET : 200 035 814 00017, Code APE : 84.11Z,

Représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire du 11 décembre 2025.

Ci-après désignée par « **Communauté d'Agglomération Flers Agglo** ».

D'UNE PART,

ET

L'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Dont le siège est situé Esplanade de la Paix – CS 14032 - 14032 CAEN Cedex 5

N° de SIRET : 191 414 085 000 16 - Code APE : 8542Z

Représentée par son Président, Monsieur Lamri ADOUI

Ci-après désignée par « **UNICAEN** »

Agissant au nom et pour le compte du laboratoire « Normandie, Marché, Entreprise, Consommation (NIMEC - UR 969), Dirigée par Monsieur Thomas LOILIER pour son site de Caen,

Ci-après désignée par le « **Laboratoire** »,

Lequel est rattaché à l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE), dirigé par Monsieur Olivier GRASSI

D'AUTRE PART,

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo et l'UNICAEN sont ci-après désignées chacune individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties ».

IL EST AU PRÉALABLE EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Les modalités de l'étude décrites dans cette convention entrent dans le champ de la convention cadre de partenariat entre la Communauté d'Agglomération Flers Agglo et UNICAEN signé le 27/06/2024 ; ci-après désigné par « CONVENTION CADRE »

La présente convention précise, conformément à l'article 2 de la CONVENTION CADRE, les éléments d'un programme de recherche nommé « Etude sur l'attractivité des entreprises et du territoire de Flers Agglomération : pistes pour enrichir les actions collectives portées par l'agglomération et ses parties-prenantes ».

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo a les compétences obligatoires suivantes : développement économique, aménagement de l'espace communautaire, équilibre social de l'habitat, politique de la ville, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, accueil des gens du voyage, collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés, eau, assainissement des eaux usées, gestion des eaux pluviales urbaines.

Le Laboratoire a des compétences dans la réalisation d'études et de recherches scientifiques en gestion (ressources humaines, marketing, stratégie, entrepreneuriat, etc.) mobilisant diverses méthodes de collecte, de traitement et d'analyse de données. Le NIMEC travaille en collaboration avec les acteurs du monde socio-économique. Les chercheurs mènent des études qui permettent de répondre aux problématiques des praticiens et de produire des connaissances scientifiques.

Fortes de leurs expertises complémentaires, les Parties se sont rapprochées afin de conduire ce programme de recherche.

En conséquence, les Parties ont convenu de conclure le présent CONTRAT afin de définir les modalités de leur collaboration.

Le présent CONTRAT a été formé, négocié et devra être exécuté de bonne foi par les Parties.

EN CONSÉQUENCE DE QUOI, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Dans le présent CONTRAT les termes suivants, employés en lettres majuscules, tant au singulier qu'au pluriel, auront les significations respectives suivantes :

1.1 CONTRAT : désigne l'ensemble constitué par le présent contrat d'application à la CONVENTION CADRE de partenariat et ses annexes, ainsi que ses éventuels avenants.

1.2 CONNAISSANCES PROPRES : désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le SAVOIR-FAIRE, les secrets de fabrique, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les données, les bases de données, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, quel que soit leur nature, forme, support ou moyen de transmission qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur du CONTRAT

ou développées ou acquises par une Partie indépendamment ou parallèlement à l'exécution du CONTRAT et du PROGRAMME. Les CONNAISSANCES PROPRES utilisées dans le cadre du PROGRAMME sont définies en Annexe 3.

1.3 INFORMATIONS CONFIDENTIELLES : désigne toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient (commerciale, scientifique, technique, financière ...), incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, SAVOIR-FAIRE, procédés, formules, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, brevetées ou non, communiquées par une Partie à l'autre Partie au titre du CONTRAT, pour lesquelles la Partie qui communique ces informations a indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel, ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquable, a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et a confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours calendaires. Les Parties reconnaissent que les RESULTATS et les CONNAISSANCES PROPRES de chacune des Parties constituent des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

1.4 PROGRAMME : désigne le programme de recherche tel que défini à l'article 2 et précisé en Annexe 1.

1.5 RÉSULTATS : désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution des différentes étapes du PROGRAMME, notamment, sans que cette liste soit limitative, toute expérience, invention ou procédé nouveau, le SAVOIR-FAIRE, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, les résultats d'étude ou d'essais, cahier des charges, les maquettes et prototypes, les procédures de calcul, d'essai et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés et/ou obtenus par les Parties dans le cadre du CONTRAT.

1.6 SAVOIR-FAIRE : désigne l'ensemble d'informations pratiques non brevetées résultant de l'expérience et testées, qui est i) secret, ii) substantiel, iii) identifié.

- i. « Secret » signifie que le savoir-faire n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
- ii. « substantiel » se réfère au savoir-faire qui est significatif et utile à l'acheteur aux fins de l'utilisation, de la vente ou de la revente des biens ou des services contractuels ;
- iii. « identifié » signifie que le savoir-faire est décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier s'il remplit les conditions de secret et de substantialité

ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT

2.1 – Le présent CONTRAT a pour objet de définir les règles particulières devant présider à la collaboration entre les Parties, s'inscrivant dans la CONVENTION CADRE de partenariat, en vue de la réalisation d'un programme de recherche, ci-après désigné par le « PROGRAMME », ayant pour objet :

« Etude sur l'attractivité des entreprises et du territoire de Flers Agglomération : pistes pour enrichir les actions collectives portées par l'agglomération et ses parties-prenantes »

2.2 – Le descriptif détaillé du PROGRAMME est donné dans l'Annexe n°1 « Annexe Scientifique et Technique », laquelle fait partie intégrante du présent CONTRAT.

2.3 – Les stipulations non modifiées de la CONVENTION CADRE restent applicables au présent CONTRAT.

ARTICLE 3 – DURÉE

3.1 – Le CONTRAT est conclu pour une durée de huit (8) mois. Le CONTRAT entre en vigueur à la date de démarrage du PROGRAMME, soit le premier (1er) novembre 2025.

3.2 – Les stipulations des articles 6 à 10 demeureront en vigueur, pour la durée qui leur est propre si une telle durée est précisée, nonobstant l'expiration ou la résiliation du CONTRAT. Si aucune durée spécifique n'est prévue, les délais de droit commun s'appliqueront.

3.3 – Le CONTRAT pourra éventuellement être renouvelé à la fin de cette période par un avenant qui précisera l'objet de cette prolongation ainsi que les modalités de son financement.

ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

4.1 – Chaque Partie s'engage à faire ses meilleurs efforts pour exécuter sa part du PROGRAMME en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires à cette exécution.

Chaque Partie est tenue de faire part à l'autre de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de sa part des travaux qui sont susceptibles de compromettre les objectifs du PROGRAMME, et ce dans les meilleurs délais.

4.2 – Les Responsables scientifiques du PROGRAMME sont :

- Pour la Communauté d'Agglomération Flers Agglo : M. Youssef ZENITER, Directeur de l'Attractivité du Territoire
- Pour le Laboratoire : Mme Clara AOUN, Maître de conférences en sciences de gestion

4.3 – Des réunions de travail entre les Parties auront lieu à la demande de l'un ou l'autre des Responsables scientifiques et au moins une (1) fois tous les mois.

Ces réunions de travail auront pour rôle d'examiner :

- l'état d'avancement du PROGRAMME,
- l'orientation du programme de travail et ses modifications éventuelles après concertation entre les Responsables scientifiques.

Un compte-rendu écrit de ces réunions sera proposé par le Responsable scientifique du Laboratoire et validé dans les trente (30) jours suivants par l'autre Responsable scientifique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES

5.1. MONTANT

5.1.1 – En contrepartie des engagements pris par UNICAEN dans le cadre du CONTRAT, la Communauté d'Agglomération Flers Agglo s'engage à verser à UNICAEN une contribution forfaitaire de sept mille six cent cinquante-deux Euros et soixante-dix-huit centimes Hors Taxes (**7 652.78 € H.T.**), TVA en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

5.1.2 – L'UNICAEN peut décider d'affecter une partie de la somme visée à l'article 5.1.1 à la rémunération de personnels impliqués dans le PROGRAMME.

5.1.3 – La contribution versée par la Communauté d'Agglomération Flers Agglo est utilisée par l'UNICAEN jusqu'à épuisement des fonds sans condition de délai ni fourniture de justificatifs financiers.

5.2. MODALITÉS DE VERSEMENT

La Communauté d'Agglomération Flers Agglo s'engage à verser la contribution prévue ci-dessus, selon les modalités suivantes :

- Un premier versement à la signature du présent CONTRAT, soit un montant de **trois mille huit cent vingt-six Euros et trente-neuf centimes Hors Taxes (3 826.39€ H.T.)** TVA en sus au taux en vigueur à la date de facturation.
- Un deuxième versement, à la fin de la mission, au 1er juin 2026, soit un montant de **trois mille huit cent vingt-six Euros et trente-neuf centimes Hors Taxes (3 826.39€ H.T.)** TVA en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

Le versement des sommes visées ci-dessus sera effectué sur présentation de factures, établies par l'UNICAEN, et sera adressé au nom de l'Agence Comptable de l'UNICAEN, par virement bancaire, sur le compte suivant :

Compte CAEN TRESORERIE GENERALE
Code Banque : 10071
Code Guichet : 14000
N° de compte : 00001000230
Clé RIB : 68
IBAN : FR76 1007 1140 0000 0010 0023 068
BIC : TRPUFRP1

Les références nécessaires au dépôt de la facture dématérialisée dans le portail Chorus Pro sont :

Identifiant Chorus : 200 035 814 00017
Mail de contact : yzeniter@flers-agglo.fr

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITÉ

6.1 – Les stipulations de l’article 8 de la CONVENTION CADRE demeurent applicables au présent CONTRAT et sont complétées par les stipulations ci-après :

6.2 – Chacune des Parties, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra à l’autre Partie ses seules INFORMATIONS CONFIDENTIELLES qu’elle juge nécessaires à la réalisation du PROGRAMME. Aucune stipulation du CONTRAT ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à communiquer ses INFORMATIONS CONFIDENTIELLES à une autre PARTIE.

6.3 – La Partie réceptrice s'engage, pendant toute la durée du CONTRAT à ce que les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES émanant de la Partie émettrice :

- a) soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées a minima avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres INFORMATIONS CONFIDENTIELLES,
- b) ne soient divulguées que de manière interne et aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître et ne soient utilisées par ces derniers que dans le but défini par le CONTRAT. La Partie réceptrice déclare avoir pris ou s'engage à prendre les mesures nécessaires auprès de son personnel pour lui permettre de respecter les engagements pris au titre du présent article et notamment à faire connaître à ce personnel le caractère confidentiel de ces informations. La Partie réceptrice se porte garante de la bonne exécution de la présente obligation de confidentialité par ses dirigeants, ses représentants, ses salariés, ses sous-traitants et, plus généralement ses collaborateurs et ses préposés quels qu'ils soient,
- c) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, à d’autres fins que la réalisation des obligations du CONTRAT, sans le consentement préalable et écrit de la Partie émettrice,
- d) ne soient ni divulguées ni susceptibles de l'être, soit directement soit indirectement, notamment par reproduction, à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées à l'alinéa (b) ci-dessus,
- e) ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées préalablement et de manière spécifique et écrite par la Partie émettrice.

6.4 – Sous réserve des stipulations susmentionnées, la Partie réceptrice n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes INFORMATIONS CONFIDENTIELLES dont elle peut apporter la preuve :

- a) qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais, dans ce cas, en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ; ou
- b) qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restrictions de divulgation ni violation du CONTRAT ; ou
- c) qu'elles ont été publiées sans contrevenir aux stipulations du CONTRAT ; ou
- d) qu'elles lui étaient déjà connues avant de les avoir reçues au titre du CONTRAT, cette connaissance pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ; ou

- e) que leur utilisation ou leur divulgation a été autorisée par écrit par la Partie émettrice ;
ou
- f) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie réceptrice n'ayant pas eu accès à ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES ; ou
- g) que leur divulgation a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive. La Partie qui a reçu lesdites informations s'engage, lorsque cela est légalement possible, à informer immédiatement et préalablement à toute communication, la Partie titulaire des droits sur ces informations afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel. Dans tous les cas la divulgation sera strictement limitée à la portion de l'information exigée par la disposition légale ou réglementaire ou décision de justice.

6.5 – Il est expressément convenu entre les Parties que la divulgation par la Partie émettrice des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES au titre du CONTRAT ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse à la Partie destinataire un droit quelconque notamment de propriété intellectuelle (sous forme de licence ou par tout autre moyen) sur les INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

6.6 – En cas de divulgation des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES, chacune des Parties s'engage, d'une part, à en avertir promptement l'autre Partie et, d'autre part, à prendre immédiatement toutes mesures visant à faire cesser et à réprimer ladite divulgation.

6.7 – Enfin, en cas de résiliation du CONTRAT ou à son terme, la Partie à qui seront transmises des INFORMATIONS CONFIDENTIELLES s'engage, sur simple demande de la Partie émettrice, à lui retourner et/ou à détruire tous les documents (y compris les copies) contenant ces INFORMATIONS CONFIDENTIELLES.

6.8 – Les obligations de confidentialité de la Partie réceptrice expireront cinq (5) ans après la fin du CONTRAT, quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 7 – PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS

7.1 – Les stipulations de l'article 9 de la CONVENTION CADRE demeurent applicables au présent CONTRAT et sont complétées par les stipulations ci-après :

7.1 – Tout projet de publication ou communication par une Partie, quels qu'en soient la forme ou le support, relatif au PROGRAMME et/ou aux RESULTATS, devra recevoir, pendant la durée du CONTRAT et les six (6) mois qui suivent son expiration, l'accord écrit de l'autre Partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Toutefois, dans le cas où la publication ou communication projetée impliquerait des CONNAISSANCES PROPRES d'une autre Partie, elle devra recevoir pendant la durée de l'ACCORD et les cinq (5) ans qui suivent son expiration ou sa résiliation pour quelque cause que ce soit, l'accord exprès et écrit de ladite Partie.

A l'issue des périodes mentionnées ci-dessus, toute publication ou communication se fera dans le respect des obligations de confidentialité stipulées à l'Article 6 du CONTRAT.

7.2 – L'autre Partie peut demander la suppression ou la modification de certains éléments de la publication ou de la communication dont elle estime que la divulgation serait de nature à lui porter préjudice, ou à porter préjudice à l'utilisation industrielle ou commerciale des RESULTATS du PROGRAMME ou à la protection d'un titre de propriété intellectuelle.

La Partie qui demande une suppression ou une modification de l'article ou de la communication doit motiver alors sa décision et s'efforcer de ne pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.

Une Partie peut également demander à retarder la publication ou la communication, pour une période maximale de dix-huit (18) mois, si certaines informations doivent faire l'objet d'une protection au titre d'un droit de propriété Intellectuelle.

7.3 – S'agissant des RESULTATS hors SAVOIR-FAIRE, et par exception aux stipulations de l'Article 6 relatives à la confidentialité, les termes du présent article ne pourront faire obstacle :

- Ni à l'obligation qui incombe à chacune des Parties de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, pour autant que cette communication est limitée aux seules instances ayant besoin d'en connaître à condition qu'elles s'obligent à respecter les dispositions relatives à la confidentialité,
- Ni à la soutenance de thèse ou d'une habilitation à diriger des recherches ou d'une audition pour le concours de Professeur et/ou Maître de Conférences, des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du CONTRAT. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des stipulations relatives à la confidentialité. Si nécessaire, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury sera engagé par un engagement de confidentialité

7.4 – Les publications ou communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à la réalisation du PROGRAMME.

Les Parties s'engagent à établir l'ordre des co-auteurs d'un commun accord et en fonction de leur participation au PROGRAMME, aux RESULTATS et à leur valorisation, présentés dans la divulgation et à mentionner toutes les Parties ayant contribué auxdits RESULTATS.

Chaque Partie s'engage à ne pas utiliser, par écrit ou oralement, les nom et logo des autres Parties, dans quelque but que ce soit, notamment promotionnel (vidéo, poster, plaquette publicitaire, dossier de presse ...) et ce quel que soit le support utilisé, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.

ARTICLE 8 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1 – CONNAISSANCES PROPRES

8.1.1 – Il est expressément convenu entre les Parties que chacune d’elles conservera la propriété totale de ses CONNAISSANCES PROPRES. Aucune stipulation ne pourra être interprétée comme opérant le moindre transfert de propriété.

8.1.2 – L’autre Partie ne reçoit sur les brevets, les CONNAISSANCES PROPRES et le SAVOIR-FAIRE correspondant aucun droit du fait du présent CONTRAT, à l’exception des stipulations expresses du CONTRAT.

8.2 – RÉSULTATS

8.2.1 – Les RÉSULTATS qu’ils soient brevetables ou non appartiennent conjointement aux Parties à proportion de leur apport intellectuel, matériel et financier respectif au PROGRAMME.

8.2.2 – Les Parties se réuniront, au plus tard à l’échéance du CONTRAT, afin d’examiner, si au vu des RÉSULTATS obtenus, les RÉSULTATS sont susceptibles de faire l’objet d’une exploitation industrielle et afin de déterminer, en fonction de leur contribution à l’obtention des RÉSULTATS issus du CONTRAT, la part qui leur revient dans la valorisation des RÉSULTATS, notamment en cas de diffusion et de commercialisation d’un nouveau produit ou procédé existant incorporant des RÉSULTATS issus du CONTRAT.

8.2.3 – Dans le cas où les RÉSULTATS détenus en copropriété seraient susceptibles de faire l’objet du dépôt d’une demande de brevet, un règlement de copropriété sera établi entre les Parties, préalablement au dépôt de cette demande. Ce règlement fixera les modalités de gestion en matière de propriété intellectuelle et de valorisation, et les quotes-parts de copropriété des Parties Copropriétaires et définira laquelle des Parties Copropriétaires sera mandatée pour la gestion, et le suivi et la valorisation de tous les RÉSULTATS.

8.2.4 – Chaque Partie fait son affaire de la rémunération et indemnités éventuelles de ses inventeurs.

8.3 – Régime général applicable aux CONNAISSANCES PROPRES et/ou aux RÉSULTATS de l’UNICAEN

Conformément à l’accord-cadre, signé le 26 janvier 2017 entre Normandie Université et l’UNICAEN, Normandie Université via Normandie Valorisation est désigné mandataire unique pour le compte de l’UNICAEN. L’UNICAEN donne donc mandat à Normandie Valorisation pour assurer l’ensemble des fonctions qui lui sont dévolues en tant que mandataire unique.

A ce titre, Normandie Valorisation assurera la valorisation des RÉSULTATS et/ou des CONNAISSANCES PROPRES de l’UNICAEN. A cet effet, elle assurera la gestion, l’exploitation et la négociation des RÉSULTATS et/ou des CONNAISSANCES PROPRES pour le compte de l’UNICAEN. Elle sera l’interlocuteur privilégié pour l’autre Partie copropriétaire. Cette clause s’applique pour tous les RÉSULTATS et/ou des CONNAISSANCES PROPRES appartenant à l’UNICAEN.

ARTICLE 9 – UTILISATION ET EXPLOITATION

9.1 – UTILISATION ET EXPLOITATION DES CONNAISSANCES PROPRES

9.1.1 – Principe

Chaque Partie dispose librement de ses CONNAISSANCES PROPRES.

9.1.2 Aux fins d'exécution du PROGRAMME

Pendant la durée du PROGRAMME, chaque Partie concède, à l'autre Partie, sous réserve des droits éventuels des tiers, un droit d'utilisation gratuit non exclusif, non cessible, non transférable, sans droit de sous-licence et sans contrepartie financière sur ses CONNAISSANCES PROPRES, lorsque celles-ci sont nécessaires à l'exécution du PROGRAMME et à cette seule fin, et pour la stricte durée du CONTRAT ; avec obligation de préserver la confidentialité des CONNAISSANCES PROPRES dont elle n'aurait pas la propriété, suivant les stipulations de l'article 6.

9.1.3 Aux fins d'exploitation commerciale des RÉSULTATS

Pendant la durée du CONTRAT et trois (3) ans après son terme, quelle qu'en soit la cause, chaque Partie s'efforce, sous réserve des droits consentis à des tiers, de favoriser la concession à l'autre Partie et/ou à ses filiales, sur demande écrite et par acte séparé, de ses CONNAISSANCES PROPRES visées dans le domaine lorsque celles-ci sont nécessaires à l'autre Partie et/ou à ses filiales pour exploiter des RÉSULTATS du PROGRAMME. Les conditions financières devront être négociées de bonne foi entre les Parties.

La Partie détentrice s'engage à favoriser cette exploitation à des conditions commerciales normales pour le secteur d'application considéré et pour la durée sollicitée par l'autre Partie. Sauf accord contraire et exprès entre les Parties, ces droits seront non exclusifs, non cessibles, non transférable et sans droit de sous-licencier pour l'ensemble du(des) territoire(s) sur le(s)quel(s) les droits sont protégés, dans le domaine et préalablement à toute exploitation.

9.2 – UTILISATION ET EXPLOITATION DES RÉSULTATS

9.2.1 Utilisation aux fins de recherche

Chaque Partie disposera d'un droit d'usage non exclusif, non transférable et gratuit de l'ensemble des RÉSULTATS pour ses besoins propres de recherche à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales.

9.2.2 Exploitation commerciale/industrielle des RÉSULTATS

A la fin du CONTRAT, les Parties se réuniront, afin d'examiner, si au vu des RÉSULTATS obtenus, lesdits RÉSULTATS sont susceptibles de faire l'objet d'une exploitation commerciale et/ou industrielle.

Les Parties s'accordent pour se rencontrer avant toute exploitation commerciale directe ou indirecte des RÉSULTATS, afin de déterminer les modalités de cette exploitation et à conclure un règlement de copropriété ou un accord de valorisation organisant les modalités de cette exploitation, notamment en cas de diffusion et de commercialisation d'un nouveau produit ou procédé ou procédé existant incorporant des RÉSULTATS issus du CONTRAT.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie copropriétaire impliquera une compensation financière forfaitaire ou proportionnelle au prorata des apports intellectuels, matériels, humains et financiers des Parties copropriétaires, selon les conditions et modalités définies dans la convention d'indivision et/ou du règlement de copropriété susmentionnés.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITÉ

10.1 – RESPONSABILITÉ A L'EGARD DES TIERS

Chacune des Parties reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages directs que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution du CONTRAT.

10.2 – RESPONSABILITÉ ENTRE LES PARTIES

10.2.1 – Dommages corporels

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages directs de toute nature causés par son personnel au personnel de toute autre Partie.

10.2.2 – Dommages aux biens

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages directs qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution du CONTRAT aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

10.2.3 – Dommages indirects

Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner, etc...) qui pourraient survenir dans le cadre du CONTRAT.

10.3 – EXCLUSION DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CONNAISSANCES PROPRES, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

Les Parties reconnaissent que les CONNAISSANCES PROPRES, les RÉSULTATS et les autres informations communiquées par l'une des Parties à une autre Partie dans le cadre de l'exécution du CONTRAT sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Ces CONNAISSANCES PROPRES, ces RÉSULTATS et ces autres informations sont utilisés par les Parties dans le cadre du CONTRAT à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces CONNAISSANCES PROPRES, ces RÉSULTATS et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Chaque Partie déclare être titulaire de contrats d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages (tout type) causés aux tiers et à l'autre Partie par la conduite du CONTRAT ou les modalités de son exécution.

Pour les établissements à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, les règles de droit commun de la responsabilité administrative sont pleinement applicables. Aucune assurance supplémentaire spécifique ne sera prise.

ARTICLE 12 – DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre du CONTRAT, chaque Partie s'engage (i) à se conformer à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, le « RGPD ») et la Loi N°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, telle que modifiée, et (ii) à imposer des obligations identiques à son personnel ainsi qu'à tous tiers sous son contrôle (y compris ses sociétés affiliées et ses sous-traitants, s'il en existe).

Chaque Partie consent à ce que l'autre Partie, dans le cadre ou à l'occasion de la mise en œuvre du CONTRAT, collecte, traite, stocke, communique ou archive les données personnelles (au sens du RGPD) concernant ses contacts (noms, adresses e-mail et numéros de téléphone, CV le cas échéant) (ci-après, les « **Données Personnelles** »), mais seulement dans la mesure où cette collecte, ce traitement, ce stockage, cette communication ou cet archivage seront strictement nécessaires pour exécuter et administrer le CONTRAT et les relations qui en seront issues entre les Parties.

Les Parties garantissent que toutes les Données Personnelles qu'elles pourront détenir et se communiquer l'une à l'autre, ou auxquelles elles pourront avoir accès dans le cadre ou à l'occasion de la mise en œuvre du CONTRAT, ont été obtenues et sont utilisées de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées, y compris en ce qui concerne la prévention de tout accès non autorisé à ces données.

Ainsi, chaque Partie s'engage à (i) mettre en œuvre les dispositions techniques et organisationnelles permettant de garantir la protection des Données Personnelles détenues par la Partie concernée contre tout accès non autorisé ainsi que contre toute violation, perte, divulgation non autorisée ou destruction fortuite, et à (ii) alerter immédiatement l'autre Partie si l'une de ces hypothèses se réalise, afin que celle-ci puisse alerter les personnes physiques concernées.

En qualité de responsable de traitement au sens du RGPD, chaque Partie garantit être en pleine conformité avec les dispositions applicables à tout traitement de Données Personnelles réalisé dans le cadre du CONTRAT.

Chaque Partie garantit aux personnes physiques concernées par le traitement de Données Personnelles le droit d'être d'informées et d'accéder aux Données Personnelles les concernant, le droit de rectification et d'effacement, le droit de limitation et d'opposition au traitement, le droit de ne pas faire l'objet d'un traitement automatisé de données destiné à définir leur profil ou à évaluer certains aspects de leur personnalité, ainsi que le droit à la portabilité, lequel devra s'entendre strictement des Données Personnelles collectées directement auprès des personnes physiques concernées.

Nonobstant ce qui précède, le droit d'opposition ne s'appliquera pas en cas de traitement requis au titre d'une obligation légale.

Le transfert de Données Personnelles hors du territoire, hors de l'Espace Economique Européen et/hors de l'Union Européenne est prohibé.

Ces droits peuvent être exercés à tout moment auprès du relais du délégué à la protection des données (DPO) de chaque Partie, en joignant tout justificatif d'identité à l'adresse de leur siège social défini en présentation des Parties ou à :

1. pour l'UNICAEN : dpo@unicaen.fr
2. pour la Communauté d'Agglomération Flers Agglo : M. Youssef ZENITER, Directeur de l'Attractivité du Territoire

En cas de difficulté non résolue, l'autre Partie ou les personnes concernées peuvent contacter l'autorité de contrôle compétente (la CNIL en France).

Les Données Personnelles collectées seront conservées le temps nécessaire à l'exécution du CONTRAT.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION

13.1 – CAS DE RÉSILIATION

Le CONTRAT pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties, en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans le CONTRAT notamment au titre des articles 6 (CONFIDENTIALITÉ), 7 (PUBLICATIONS – COMMUNICATIONS), 8 (PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE) et 9 (UTILISATION ET EXPLOITATION).

Cette résiliation ne devient effective que trente (30) jours ouvrés après l'envoi par la Partie créancière d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la demande, à moins que dans ce délai la Partie débitrice ait satisfait à ses obligations ou ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie débitrice de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie créancière du fait de la résiliation anticipée du CONTRAT.

Les présentes stipulations s'appliquent sans préjudice du droit, pour la Partie victime des manquements d'être indemnisée de l'intégralité des conséquences dommageables du ou des manquements commis par l'autre Partie.

13.2 – CONSÉQUENCES DE LA RÉSILIATION OU DE L'EXPIRATION DU CONTRAT

Au terme du CONTRAT et quelle qu'en soit la cause, chaque Partie restituera à l'autre Partie dans les meilleurs délais, sauf instruction contraire de l'autre Partie, tous les originaux et les copies des dossiers, et matériel fourni par une Partie à l'autre Partie, à l'exception des RÉSULTATS et sera tenue, le cas échéant, d'évacuer promptement les locaux de l'autre Partie.

ARTICLE 14 – FORCE MAJEURE

14.1 – Par « force majeure », on entend tout événement imprévisible et irrésistible touchant l'exécution du CONTRAT, qui dépasse la capacité de contrôle des Parties et qui ne peut être surmonté malgré les efforts que les Parties peuvent raisonnablement consentir.

14.2 – Aucune Partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations due à un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence française. Seront notamment considérés comme cas de force majeure, l'incendie, la grève générale, la guerre, ou les catastrophes naturelles.

14.3 – Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Dans le cas où l'événement de force majeure perdurerait pendant une période de plus de trois (3) mois, les Parties se réuniront afin de retenir une solution pour permettre la réalisation du PROGRAMME y compris par l'exclusion de la Partie qui subit la force majeure.

ARTICLE 15 – STIPULATIONS DIVERSES

15.1 – INDÉPENDANCE DES PARTIES

Aucune stipulation du CONTRAT ne pourra être interprétée comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Parties. Les Parties déclarent qu'aucune solidarité ne saura résulter du CONTRAT, l'affectio societatis est formellement exclu.

15.2 – INCESSIBILITÉ DU CONTRAT

Le CONTRAT est conclu *intuitu personae*. Par conséquent, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

15.3 – NON-EXCLUSIVITÉ

Le CONTRAT est conclu sans exclusivité et ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties puisse conclure un accord du même type avec d'autres partenaires.

15.4 – INTÉGRALITÉ DU CONTRAT

Le CONTRAT constitue l'accord entre les Parties eu égard à son objet, et remplace et annule toutes déclarations, négociations, engagements, communications orales ou écrites, acceptations, ententes, accords préalables et accords de confidentialité antérieurs entre les Parties relatifs au PROGRAMME.

Étant entendu toutefois que tous les droits et obligations qui de par leur nature devaient demeurer en vigueur au-delà de l'expiration ou de la résiliation de ces accords préalables ou accords de confidentialité antérieurs le resteraient.

15.5 – LIMITES

Il est rappelé que les titres compris dans le CONTRAT sont uniquement destinés à en faciliter la lecture. En conséquence, en cas de contradiction entre le titre d'une clause et le contenu de cette clause, le titre sera déclaré inexistant.

15.6 - INVALIDITÉ D'UNE CLAUSE

Si une ou plusieurs stipulations du CONTRAT étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature du CONTRAT.

15.7 – MODIFICATION

Toute modification du CONTRAT devra être faite par voie d'avenant numéroté, signé par les représentants des Parties dûment habilités à cet effet.

ARTICLE 16 – LITIGES – DROIT APPLICABLE

16.1 – Le CONTRAT est soumis aux lois et règlements français.

16.2 – En cas de difficultés sur l'existence, l'interprétation ou l'exécution du CONTRAT, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

16.3 – En cas de désaccord persistant de plus de deux (2) mois, les tribunaux français compétents seront saisis.

ARTICLE 17 – ANNEXES

Sont annexés au CONTRAT pour en faire partie intégrante, les documents suivants :

Annexe 1 : Annexe scientifique et technique

Annexe 2 : Annexe financière

Annexe 3 : CONNAISSANCES PROPRES

En cas de contradiction entre le CONTRAT et les annexes, le corps du CONTRAT prévaut sur les annexes.

Les Parties reconnaissent en avoir pris connaissance et en accepté les termes.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties

Pour l'UNICAEN

Lamri ADOUL

Président

Date :

Signature :

Pour LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION FLERS AGGLO

Yves GOASDOUE

Président

Date :

Signature :

A Caen le

A , le

Visas :

Directeur de l'IAE

Monsieur Olivier GRASSI

Directeur du Laboratoire NIMEC

Monsieur Thomas LOILIER

Responsable scientifique

Madame Clara AOUN

Etude sur l'attractivité des entreprises et du territoire de Flers Agglomération : pistes pour enrichir les actions collectives portées par l'agglomération et ses parties-prenantes

Pourquoi ? Enjeux de l'étude :

- Évolutions du rapport au travail et des attentes des personnes (quête de sens, importance accordée à la QVCT et à la conciliation vie professionnelle - vie privée, importance aux loisirs et au temps consacré en dehors du travail).
- Liens accrus entre le développement des entreprises et le développement du territoire ; entre attractivité territoriale et attractivité organisationnelle.
- Difficultés de recrutement, d'attractivité et de fidélisation (notamment pour les métiers en tension)
- Difficultés et besoins d'accompagnement des TPE-PME constituant une grande part du tissu économique.
- Contexte local à Flers :
 - Absence d'une structure ou d'une plateforme dédiée à l'attractivité du territoire (département de l'Orne globalement et Flers aggro spécifiquement)
 - Volonté politique d'être dans l'accompagnement, la co-construction, l'innovation sociale territoriale au service de l'attractivité
 - Projet de création d'une cellule d'accompagnement qui propose des services sur mesure (adaptés au public) mais qui s'articulent autour d'une politique globale et cohérente
 - Travail de proximité et renforcé avec les entreprises pour les accompagner mais également les faire impliquer en tant que parties prenantes et actrices dans cette démarche partenariale et territoriale
- La fonction RH et le management sont appelés à évoluer : Les entreprises sont appelées à collaborer et développer des partenariats avec les acteurs du territoire pour trouver ensemble, en tant qu'écosystème, des solutions adaptées, personnalisées et selon une approche holistique.
- La collectivité territoriale se positionne et devient un « coordinateur partenarial et territorial » (Bonneveux et *al.*, 2019), une « sorte de méta-manager » (Loufrani-Fedida et Saint-Germes, 2018, p. 38), qui fait le lien entre les différentes parties prenantes mobilisées et engagées dans un projet collectif.

Pour quoi ? Buts et impacts :

- Renforcer les liens et les partenariats entre les entreprises locales et Flers Agglo (service développement économique).
- Rendre visible et valoriser les services de Flers Agglo en tant que “guichet unique”.
- Favoriser l’appropriation de la signature “Naturellement EfFlersvescent” par les entreprises et les parties-prenantes.
- Favoriser une dynamique collective avec un engagement durable des entreprises et des différents acteurs dont les associations dans la co-construction de projets innovants socialement et pour le territoire.
- Renforcer le positionnement de Flers Agglo, à travers tous ses services, en tant qu’impulseur de projets innovants et acteur intermédiaire / médiateur favorisant les collaborations sur le territoire au service de son attractivité et de son développement.
- Contribuer au développement et à l’attractivité des entreprises ainsi qu’à la fidélisation des personnes dans les entreprises et sur le territoire.
- Renforcer l’attractivité et l’image positive de Flers.
- Participer à la structuration et l’organisation de la cellule d’accompagnement : sa gouvernance, ses missions, ses liens avec les autres services et les acteurs externes de son environnement. Cela d’une façon durable, claire et partagée avec les acteurs (feuille de route, suivi des actions, tableau de bord et indicateurs). La cellule d’accompagnement souhaite être à proximité des acteurs et des entreprises, être dans une démarche de co-construction, d’innovation sociale territoriale, un guichet unique visible, ...). Cette démarche de proximité, de participation et de co-construction sur le territoire constitue la singularité du territoire et sa marque qui est à valoriser.

Quoi ? Objectifs et livrables de l’étude :

Les objectifs :

1. Faire une étude participative, orientée vers l’action et intégrant une approche prospective afin d’analyser les pratiques, les attentes et perceptions (représentations) des entreprises et des personnes quant aux sujets de l’attractivité et de l’image du territoire de Flers agglo.
2. Co-construire des pistes d’actions à déployer par Flers Agglo et ses partenaires pour renforcer l’attractivité et la fidélisation des personnes dans les entreprises et sur le territoire, et ce grâce à la synergie des acteurs locaux.

Les livrables :

1. Etat de l’art et étude documentaire sur le sujet, exploitation des données emploi & formation, recensement des actions territoriales déployées sur d’autres secteurs géographiques sur le sujet de l’attractivité et de la GRH partenariale (marque employeur territoriale), identifier les modalités de gouvernance et d’animation des plateformes d’attractivité existantes ainsi que leurs services proposés.

2. Analyse fine des problématiques et des attentes en termes d'attractivité du travail sur le territoire de Flers (croisement des données collectées auprès des dirigeants d'entreprises, des collaborateurs et des acteurs) : analyse des questionnaires réalisés pour en tirer les points majeurs, analyse des données collectées durant les ateliers participatifs programmés durant l'automne 2025, compléter la collecte de données par des entretiens individuels et de groupe.
3. Cartographier l'écosystème territorial au service de l'emploi et de l'attractivité (avec un catalogue des services) : associations, acteurs publics, etc.
4. Co-construire des pistes de préconisations opérationnelles pour un accompagnement adapté et coordonné sur le territoire : pistes destinées à Flers Agglo (et ses partenaires) pour initier et coordonner une démarche innovante de travail partenarial en collaboration avec les entreprises du territoire et les associations locales.
 - Construire les axes stratégiques et la gouvernance de la cellule d'accompagnement tout en clarifiant ses missions et ses liens avec son écosystème interne et externe : quels rôles avec les clubs existants, comment créer un réseau inter-entreprises territorial composé de T-PME, ..

Comment ? La démarche par étapes :

Préparation de l'étude <ul style="list-style-type: none"> • Lectures et compréhension du contexte et des enjeux : données emploi, enjeux d'attractivité, attentes des personnes, défis emploi et attractivité, initiatives des acteurs locaux et projets collaboratifs au service de l'attractivité (benchmark) • Préparation et validation des guides d'entretien. • Délimitation de la cible et de l'échantillon.
Etude empirique <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'entretiens individuels et d'entretiens de groupe. • Ateliers participatifs et co-construction de solutions actionnables avec les parties-prenantes.
Rédaction du livrable final et sa diffusion. <ul style="list-style-type: none"> • Finalisation du rapport comprenant trois parties : conceptuelle et contextuelle (quelques chiffres clés, explication des concepts clés, synthèse d'initiatives sur l'attractivité et l'emploi ...), résultats de l'étude (présentation de la méthodologie de l'étude, analyse et interprétation des résultats), cartographie de l'écosystème de l'emploi et de l'attractivité (dispositifs, actions, acteurs, etc.), pistes d'actions (feuille de route de la cellule d'accompagnement ainsi que de sa gouvernance, mutualisation inter-entreprises, passerelles métiers et emplois sur le territoire) • Rédaction d'un résumé opérationnel (executive summary) de 5-6 pages. • Publication d'un article sur des sites professionnels de vulgarisation (theconversation, les échos, ...)

Caractéristiques de la démarche

- Approche qualitative : à travers la réalisation d'entretiens permettant d'identifier les perceptions et les attentes des acteurs, et cela d'une façon approfondie ;

- Approche exhaustive : à travers l'implication de différents acteurs et diverses parties-prenantes dans l'étude permettant de croiser les regards ;
- Approche participative : à travers la participation des acteurs à l'étude à différentes phases, notamment dans les entretiens individuels et de groupe ainsi que l'atelier de co-construction de solutions ;
- Approche opérationnelle : à travers la réalisation de préconisations issues de l'étude documentaire et empirique ;
- Approche prospective : à travers l'intégration de questions sur les mutations et transformations actuelles et à venir du monde du travail ;
- Approche réflexive et scientifique : à travers la mobilisation de la revue de la littérature et de modèles conceptuels ainsi que des techniques de recherche pertinentes.

Qui ? Acteurs impliqués dans l'étude :

- Entreprises locales : Cibler un échantillonnage représentant le territoire et ses enjeux (industrie, commerce, secteur de la santé)
 - *Objectifs* :
 - Identifier leurs pratiques RH (service RH, collaboration avec les partenaires) ;
 - Recenser leurs problématiques, besoins et souhaits en termes d'attractivité, de gestion des emplois et des compétences à court-moyen-long terme ;
 - Identifier leurs besoins en termes de recrutement, les compétences recherchées aujourd'hui et demain
 - Avoir leur retour d'expérience sur les collaborations et l'offre de services proposé par l'agglomération (signature Naturellement EfFlersvescent) : comment voient-elles le rôle de l'agglomération ? Avoir leurs convictions et leurs visions sur le positionnement de Flers sur ce sujet.
 - Identifier leur éventuel projet de partenariat et d'implication dans des initiatives collectives (participation financière, référent/leader sur une action, ...) : comment les entreprises voient-elles les interactions avec les différents acteurs ? Quels rôles jouent-elles ? Quelles modalités de collaboration avec la cellule accompagnement ? Comment voient-elles l'animation de la cellule d'accompagnement ?
- Collaborateurs, jeunes diplômés et personnes habitant sur le territoire :
 - *Objectifs* :
 - Interroger les habitants et les collaborateurs sur leur vision du territoire en tant que cadre de vie et espace de carrière => Identifier leur projet de vie ; Identifier leurs avis et attentes vis-à-vis des entreprises et du travail ; Identifier leurs perceptions sur le territoire (image, points forts, points à améliorer, raisons d'y rester...).
- Autres acteurs : CCI, CMA, France Travail, associations, centres de loisirs, organismes de formation, écoles, Mission Locale, structures d'insertion par l'activité économique ...
 - *Objectifs* :
 - Identifier les caractéristiques et les problématiques du territoire ;
 - Identifier leurs actions et leur offre de services ;
 - Identifier leurs visions et leurs souhaits quant aux initiatives collectives à mettre en place ainsi que leur positionnement (pilotage) et implication.
 - Avoir leurs visions sur la gouvernance et le travail de la cellule d'accompagnement

Focus sur les emplois sensibles :

- TPE/PME : Voir comment les impliquer, les accompagner
- Métiers du grand-âge et les services à la personne
- Tourisme
- Zone de Chalandise de Flers

Quand ? Calendrier prévisionnel

Voici les étapes et le calendrier de l'avancement de la recherche-action participative proposée.

Phases	Étapes	Novembre 2025	Décembre 2025 - Janvier 2026	Février 2026	Mars - Avril 2026	Mai 2026	Juin 2026
En amont	Coordination du travail (rédaction de la convention, réunions, administration, montage et suivi du dossier).	X					
Préparation de l'étude	Recherche documentaire, benchmark, consultation des données secondaires	X					
	Construction et validation des guides d'entretien	X					
Phase empirique	Entretiens semi-directifs avec les entreprises (12 entretiens) et les personnes (10)	X	X				
	Entretiens semi-directifs avec les agents de la collectivité et les partenaires, dont les associations (10 entretiens)		X	X			
	Atelier participatif avec les partenaires, les entreprises et les habitants				X		

	Journée de travail de consolidation (croiser les regards des divers acteurs) /synthèse, co-construction des pistes d'actions					X	
Rédaction du rapport et communication des résultats	Traitement et analyse des données		X	X	X	X	X
	Rédaction du rapport et des livrables (résumé, cartographie)		X	X	X	X	X
	Restitution des résultats auprès des acteurs						X

ANNEXE 2 : Annexe financière

Coût total du Programme	
Coût salarial/temps passé	19 011,24 €
Frais de mission (Flers)	1 222,20 €
Achat d'un Dictaphone Numérique (avec transcription audio)	200,00 €
Valorisation de la recherche (colloque, ouvrages, etc.).	1 700,00 €
Frais généraux	4 949,81 €
Total en Euros Hors Taxes	27 083,25 €

Autofinancement	
Coût salarial/temps passé	16 011,24 €
Frais généraux	3 419,25 €
Total en Euros Hors Taxes	19 430,49 €

Montant financé par La Communauté d'Agglomération Flers Agglo	
Coût salarial/temps passé	3 000,00 €
Frais de mission (Flers)	1 222,22 €
Achat d'un Dictaphone Numérique (avec transcription audio)	200,00 €
Valorisation de la recherche (colloque, ouvrages, évènements etc.).	1 700,00 €
Frais de gestion (20% du total HT)	1 530,56 €
Total en Euros Hors Taxes	7 652,78 €

ANNEXE 3 : CONNAISSANCES PROPRES

- **Pour l'UNICAEN (NIMEC) :**

Techniques et outils d'enquête ; cadre conceptuel et contextuel.

- **Pour La Communauté d'Agglomération Flers Agglo :**

Documents fournis par la collectivité

- Enquête questionnaires attractivité
- Enquête AFPA
- Convention plateforme territoriale - conclusions colloque RH "Be to Be RH" avec ADN
- Eléments de contexte et état de la réflexion de la Direction Attractivité
- Stratégie territoire d'industrie
- Campagne Naturellement Effervescent
- Démarche attractivité
- Etude professionnelle M.LEVOYER